



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
PYRÉNÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2022-02-24-00003  
modifiant l'autorisation d'exploiter une installation de méthanisation  
située au lieu-dit « Manas » à FONTRAILLES  
SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE**

**Le Préfet des Hautes-Pyrénées**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses livres I et V et ses articles R.181-45 et 46 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Rodrigue FURCY en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

**VU** le décret du 30 janvier 2020 portant nomination de Mme Sibylle SAMOYAUULT en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 65-2020-12-28-002 du 28 décembre 2020 portant délégation de signature à Mme Sibylle SAMOYAUULT, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°65-2017-11-28-006 du 28 novembre 2017, au nom de la SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE, portant autorisation unique de construire et d'exploiter une installation de méthanisation située au lieu-dit « Manas » à Fontrailles ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2020-08-11-001 du 11 août 2020, au nom de la SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE, modifiant l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2017 susvisé ;

**VU** le dossier de réexamen IED prévu à l'article R. 515-70 du Code de l'environnement, transmis par la SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE le 16 avril 2021, et complété, sur demande de l'inspection des installations classées, le 11 octobre 2021 ;

**VU** le rapport de la DREAL en date du 12 octobre 2021 prenant acte de la clôture de l'instruction du dossier de réexamen IED susmentionné conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'environnement, et proposant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site soient actualisées, par souci de clarté, afin qu'elles soient mises en cohérence avec celles figurant dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 ;

**VU** le dossier de porter à connaissance transmis le 27 janvier 2022 par la SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE pour la modification des installations ;

**VU** le rapport de la DREAL en date du 28 janvier 2022 ;

**VU** le courrier recommandé avec accusé de réception du 8 février 2022 par lequel l'exploitant a été destinataire du projet d'arrêté et invité à formuler ses éventuelles observations ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications projetées ne constituent pas une extension du projet initialement autorisé, et qu'elles ne relèvent pas en elles-mêmes d'une rubrique de la nomenclature relative à l'évaluation environnementale fixée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification n'a pas d'effet significatif sur le classement du site au regard de la nomenclature ;

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire a démontré dans son dossier que les modifications envisagées, associées aux mesures de maîtrise des impacts et des risques adaptées, ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer d'adapter les prescriptions techniques d'exploitation initialement fixées pour tenir compte des modifications du projet ;

**CONSIDÉRANT** que, suite à l'instruction du dossier de réexamen IED du site, certaines prescriptions relatives à l'autosurveillance figurant dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2021 doivent être mises en cohérence avec celles figurant dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1 MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS**

---

#### **ARTICLE 1.1. PRESCRIPTIONS MODIFIÉES**

Les prescriptions des articles repris ci-dessous de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2020 sont annulées et remplacées par celles figurant dans le présent arrêté. Les prescriptions modifiées par rapport à l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2020 figurent en *italique* dans le texte.

Le plan des installations figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2020 est supprimé et remplacé par le plan figurant en annexe 1 du présent arrêté.

## **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Rubrique	Installations et activités concernées	Volumes autorisés	Régime
2781-1a	Installations de méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires, la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j	Effluents d'élevage et matières végétales brutes : <b>71 777 t/an soit 197 t/j</b>	A
3532 *	Valorisation par digestion anaérobie de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 100 t/j	Effluents d'élevage et matières végétales brutes : <b>71 777 t/an soit 197 t/j</b>	A
2910-A	<i>Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, [...] ou du biogaz provenant d'une installation classée sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale de l'installation est inférieure à 1 MW</i>	<i>Chaudière biogaz / propane : <b>600 kW</b></i>	NC
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 t	<i>Cuves propane : <b>6,4 t</b></i>	DC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	<i>Cuve de fioul : <b>5 t</b></i>	NC

**Régime** : A (autorisation), DC (déclaration avec contrôle périodique), NC (non classé)

**Volume autorisé** : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

### **\* Rubrique principale IED :**

L'établissement est également visé la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED). Il est assujéti aux dispositions fixées à l'article R.515-58 et suivants du Code de l'environnement. Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3532 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au BREF WT – traitement des déchets. La parution des conclusions de ce BREF sur les meilleurs techniques disponibles au journal officiel de l'Union Européenne déclenchera le réexamen des conditions d'exploitation des installations. Conformément à l'article R. 515-70 du Code de l'environnement, un dossier de réexamen est transmis à la préfecture dans un délai de 12 mois suivant cette parution.

Rubriques relatives à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement (eau et milieux aquatiques) :

- 1.1.1.0 – mise en place des piézomètres de contrôle de la nappe souterraine – régime Déclaration,
- 2.1.5.0 – rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles – régime Déclaration,
- 2.2.3.0 – rejet dans les eaux de surface (hors eaux pluviales) – régime Déclaration.

## **ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES**

L'établissement est constitué d'une unité de méthanisation de déchets issus d'activités agricoles :

- fumiers et lisiers provenant d'exploitations agricoles : 61 527 t/an,
- cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) provenant d'exploitations agricoles : 7 400 t/an,
- tontes de pelouse provenant d'exploitations agricoles : 300 t/an,

- pailles de céréales provenant d'exploitations agricoles : 400 t/an,
- résidus de céréales provenant de coopérative : 2 150 t/an.

De l'eau (environ 1 000 t/an) sera ajoutée au gisement pour en réduire le taux de matière sèche.

L'unité de méthanisation comporte notamment les installations suivantes :

- 1 stockage tampon de réception des fumiers sous bâtiment (378 m<sup>3</sup>),
- 2 silos couloirs extérieurs de stockage des CIVE (3 750 m<sup>3</sup>),
- 1 stockage supplémentaire de CIVE sous bâtiment (450 m<sup>3</sup>),
- 1 fosse béton enterrée sous bâtiment de réception des intrants solides (320 m<sup>3</sup>), associée à un pont roulant et à un grappin,
- 1 cuve couverte de stockage des lisiers (900 m<sup>3</sup>),
- 1 fosse toutes eaux (3 m<sup>3</sup>) recevant les eaux de lavage, jus d'ensilage et lixiviats de biofiltre, reliée à la cuve de stockage des lisiers,
- 1 bol mélangeur (12 m<sup>3</sup>) pour les intrants solides et une cuve de prémélange (30 m<sup>3</sup>) matières solides / digestat brut, associée à un broyeur à couteaux,
- 2 digesteurs (4 122 m<sup>3</sup> de volume utile chacun) et 1 post-digester (3 820 m<sup>3</sup> de volume utile), semi-enterrés, équipés de gazomètres double membrane (volume totale de biogaz stocké avant épuration : 4 520 Nm<sup>3</sup>),
- 1 torchère de sécurité (3 100 kW th),
- 1 unité d'hygiénisation des digestats bruts, composée d'un broyeur de 12 mm, de deux cuves de 20 m<sup>3</sup> chacune fonctionnant en décalé pour permettre un traitement continu du digestat (70 °C pendant 1 heure), et d'un réseau d'échangeurs de chaleur ;
- 1 cuve tampon de stockage des digestats bruts (80 m<sup>3</sup>), avant séparation de phase par centrifugation,
- 3 cellules de stockage du digestat solide sous bâtiment (6 333 m<sup>3</sup>),
- 1 cuve de stockage tampon des digestats liquides et des condensats de biogaz (192 m<sup>3</sup>),
- 1 système d'évapo-concentration sous-vide et d'osmose inverse du digestat liquide, permettant d'obtenir un concentrat de digestat liquide (mélangé au digestat solide), un concentrat d'azote (sulfate d'ammonium), et un distillat,
- 1 cuve de stockage du concentrat d'azote (500 m<sup>3</sup>),
- 1 système de pré-traitement du biogaz avec surpression, séchage (échangeur eau/gaz alimenté par un groupe d'eau glacée) et désulfuration (passage dans 2 filtres à charbon actif),
- 1 système d'épuration du biogaz avec compression à 8 bars et épuration (PSA) générant 2 flux de gaz : du biométhane à 98 % de CH<sub>4</sub> et du gaz pauvre à 7 % de CH<sub>4</sub>,
- 1 unité de liquéfaction du gaz pauvre générant 2 flux : du CO<sub>2</sub> liquide stocké en cuve extérieure et du gaz enrichi renvoyé en entrée d'épuration et mélangé au biogaz,
- 1 cuve cryogénique de 60 m<sup>3</sup> (19 bars et – 40°C) de stockage du CO<sub>2</sub> liquide,
- 1 cuve d'acide sulfurique (10 m<sup>3</sup>), 1 cuve d'anti-mousse (1 m<sup>3</sup>), 2 cuves de charbon actif (6 m<sup>3</sup> chacune),
- 1 cuve de 5 m<sup>3</sup> de fioul,
- 1 chaudière biogaz / propane de 600 kW,
- 2 cuve enterrées de 3,2 tonnes chacune de propane,
- 1 biofiltre permettant de traiter l'air capté au niveau des sources potentielles d'odeurs,
- 1 bâtiment de 4 100 m<sup>2</sup> regroupant les activités de réception, de stockage tampon, et de préparation des intrants, de traitement et de stockage du digestat, d'épuration du biogaz et la chaudière, ainsi que les locaux sociaux et sanitaires, équipé d'une toiture photovoltaïque,
- 1 poste d'injection du biogaz dans le réseau de distribution GRDF, situé à l'extérieur du site, en limite Sud-Est.

#### **ARTICLE 1.2.4. FONCTIONNEMENT ET CAPACITÉ DE L'INSTALLATION**

Les installations de méthanisation fonctionnent en continu.

Les horaires de présence de personnel et de livraisons sont de 7 heures à 18 heures, du lundi au vendredi.

La capacité maximale de production des installations est de 22 000 t/an de digestat solide, et de 1 200 t/an de concentrat d'azote.

La production de biogaz est de 4 742 872 Nm<sup>3</sup> par an. La production de biométhane est de 2 648 353 Nm<sup>3</sup> par an à 98,6 % de CH<sub>4</sub>.

La production de CO<sub>2</sub> liquide, est de 3 719 t/an.

### **ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES**

En fonctionnement normal, les émissions atmosphériques de l'unité de méthanisation sont liées aux rejets de la chaudière et du biofiltre.

La torchère n'est utilisée qu'en situation dégradée (indisponibilité du traitement du biogaz).

Installations raccordées	Puissance	Combustible	Hauteur cheminée en m	Débit nominal	Diamètre en m
Chaudière	600 kW	Biogaz prétraité sur filtre charbon actif ou propane	15	1 600 Nm <sup>3</sup> /h (vitesse d'éjection mini 6 m/s)	0,4
Torchère	3 100 kW th	Biogaz	6	/	1
Unité de désodorisation par biofiltre	/	/	10,5	78 800 Nm <sup>3</sup> /h (vitesse d'éjection mini 11 m/s)	1,6

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heures rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### **ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations en mg/Nm <sup>3</sup>	Chaudière	Torchère	Unité de désodorisation biofiltre
Concentration en O <sub>2</sub>	3,00 %	11,00 %	/
Poussières	5	/	/
SO <sub>x</sub> en équivalent SO <sub>2</sub>	110	300	/
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	100	/	/
CO	250	150	/
HCl	10	/	/
HF	5	/	/
COVNM	50	/	/
Odeurs	/	/	< 500 uo/m <sup>3</sup>
H <sub>2</sub> S	/	/	< 0,1 mg/m <sup>3</sup>
NH <sub>3</sub>	/	/	< 10 mg/m <sup>3</sup>

### **ARTICLE 4.5.2. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

L'ensemble des effluents rejetés doit être exempt :

Tél : 05 62 56 65 65

Courriel : [prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr](mailto:prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr)

Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9



- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

#### **Valeurs limites d'émission – point de rejet n°1 (eaux pluviales) :**

Les eaux pluviales rejetées doivent respecter les caractéristiques suivantes :

Température	< 30 °C
pH	6 et 8,5
Couleur	modification de la coloration < à 100 mg Pt/l
	Concentration en mg/l
MEST	35
DCO	120
DBO <sub>5</sub>	6
Hydrocarbures totaux	10

#### **Valeurs limites d'émission – point de rejet n°2 (distillat et eaux sanitaires) :**

Les eaux rejetées doivent respecter les caractéristiques suivantes :

Débit	127 m <sup>3</sup> /j
Température	< 30 °C
pH	6 et 8,5
Couleur	modification de la coloration < à 100 mg Pt/l
	Concentration en mg/l
MEST	30
COT*	60
DCO*	120
DBO <sub>5</sub>	6
Azote total	20
Azote ammoniacal	2
Phosphore	2

*La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable, car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.*

#### **ARTICLE 5.2.8. STOCKAGES DES MATIÈRES ENTRANTES**

Les matières entrantes sont stockées dans les installations suivantes :

- stockage des fumiers sous bâtiment : 378 m<sup>3</sup>,
- stockage des végétaux en 2 silos couloirs bâchés : 3 750 m<sup>3</sup>,

- stockage supplémentaire de CIVE sous bâtiment : 450 m<sup>3</sup>,
- stockage des lisiers en cuve étanche dont le ciel est relié au biofiltre : 900 m<sup>3</sup>,
- stockage des eaux de lavage, jus d'ensilage et lixiviats du biofiltre en fosse étanche : 3 m<sup>3</sup>.

#### **ARTICLE 5.3.2.4. STOCKAGE DU DIGESTAT**

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage munies de rétention sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.

Le digestat solide est stocké en silos de 6 333 m<sup>3</sup> (3,9 m de haut) en bâtiment fermé.  
Le concentrat d'azote est stocké en cuve étanche de 500 m<sup>3</sup>.

Les capacités de stockage de digestat solide sont complétées au besoin par des stockages déportés régulièrement autorisées, construites et exploitées conformément à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 8.1.2. LOCAL CHAUDIÈRE BIOGAZ / PROPANE**

La chaudière biogaz / propane est placée dans un local en béton dédié de 110 m<sup>3</sup> jouxtant le local épuration, à l'intérieur du bâtiment.

Le local est constitué de murs (parois et plancher) en béton REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Les portes sont résistantes au feu EI 120. Il est équipé d'évents de surpression dimensionnés pour limiter la surpression générée par une explosion à 100 mbars.

Le local est équipé d'un système de ventilation forcée fonctionnant en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, et permettant, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie hautes et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Le local est équipé d'un dispositif de détection de méthane et d'un détecteur de fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les dispositifs de détection déclenchent selon une procédure préétablie une alarme en cas de dépassement des seuils de danger.

Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

La coupure de l'alimentation de biogaz est assurée par deux vannes automatiques, redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en biogaz. Ces vannes seront asservies chacune aux capteurs de détection de méthane, et un pressostat permettant de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction.

Un dispositif de coupure de l'alimentation de la chaudière en *combustible*, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouvertes et fermées.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper la chaudière au plus près de celle-ci. Un système de détection et d'extraction du CO<sub>2</sub> est mis en place en partie basse du container.

La chaudière est équipée de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler son bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de la mettre en sécurité. Elle comporte un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

La chaudière est équipée d'un dispositif arrête-flamme.

Un espace suffisant doit être aménagé autour de la chaudière, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

#### **ARTICLE 8.1.4. CUVES DE PROPANE**

La cuve mobile de 3,2 tonnes de propane est présente uniquement lors des phases de démarrage des installations ; elle est située en dehors des effets dominos des différents scénarios d'accidents identifiés dans l'étude de dangers.

#### **ARTICLE 8.1.6. LOCAL DE LIQUÉFACTION DU CO<sub>2</sub>**

Le local est équipé d'une ventilation en partie basse, et d'un dispositif de détection du CO<sub>2</sub> relié à une alarme.

#### **ARTICLE 8.1.9. LOCAL D'HYGIÉNISATION**

*L'unité d'hygiénisation est installée dans un local dédié, séparé de la zone de stockage du digestat solide. Le local d'hygiénisation est isolé par un mur en béton de 4 m de haut, puis par une cloison en bac acier sur la partie haute jusqu'à la toiture.*

#### **ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES**

Le programme d'autosurveillance des rejets atmosphériques canalisés mis en place par l'exploitant respecte a minima les conditions reprises ci-dessous :

- Rejet chaudière biogaz :
  - fréquence : premier contrôle effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation, puis tous les ans
  - paramètres : débit, concentration en O<sub>2</sub>, poussières, SO<sub>x</sub>, NO<sub>x</sub>, CO, HCl, HF, COVNM (mesures effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation)
  - type : contrôle externe par un laboratoire agréé
- Rejet unité de désodorisation biofiltre :



- fréquence : premier contrôle effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation, puis tous les *six mois*
- paramètres : débit, odeurs, H<sub>2</sub>S, NH<sub>3</sub>
- type : contrôle externe par AI laboratoire agréé
- Rejet torchère :
  - fréquence : tous les ans (en cas d'utilisation)
  - paramètres : débit, température, concentration en O<sub>2</sub>, CO, SO<sub>x</sub>
  - type : contrôle externe par un laboratoire agréé

### **ARTICLE 1.1.1. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX REJETÉES**

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets aqueux de son installation en précisant la méthode retenue et la fréquence des contrôles. Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

- point de rejet n° 1 – eaux pluviales
  - fréquence : trimestrielle pendant les deux premières années, puis annuelle
  - paramètres : débit, température, pH, MEST, DCO *ou* COT, DBO<sub>5</sub>, hydrocarbures totaux
  - type : contrôle externe par un laboratoire agréé
- point de rejet n°2 – distillat et eaux sanitaires :
  - fréquence : trimestrielle
  - paramètres : débit, température, pH, MEST, DCO, DBO<sub>5</sub>, azote total, azote ammoniacal, phosphore
  - type : contrôle externe par un laboratoire agréé
- sortie micro-station de traitement des distillats (avant lagune) :
  - fréquence : hebdomadaire durant la phase de mise en service, puis bimensuelle lorsque le fonctionnement est stabilisé, puis si les résultats sont conformes pendant deux mois, *mensuelle*.
  - paramètres : mesure du débit en continu avec conservation des données, température, pH, MEST, DCO *ou* COT, DBO<sub>5</sub>, azote total, azote ammoniacal, phosphore.
  - type : auto-contrôle.

Les fréquences de contrôle ci-dessus peuvent être adaptées sur décision de l'inspection des installations classées, sur la base d'éléments justificatifs transmis par l'exploitant.

---

## **TITRE 2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION**

---

### **ARTICLE 2.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La décision mentionnée peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

## **ARTICLE 2.2. PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 2.3. EXÉCUTION**

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie,
- M. le Maire de commune de Fontrailles,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

### **Pour notification à :**

- M. le Président de la SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE

### **Pour information à :**

- aux Maires de Trie-sur-Baïse, Sadournin, Antin, Guizerix, Lalanne-Trie, Vidou, Peyret-Saint-André, Laslades, Luby-Betmont, Mazerolles, Puydarrieux, Sentous, Bernadets-Debat, Villembits, Fréchède, Libaros, Bonnefont, Lubret-Saint-Luc, Bernadets-Dessus, dans le département des Hautes-Pyrénées,
- aux Maires de Saint-Arroman, Sarraguzan, Manas-Bastanous, Barcugnan, Sainte-Aurence-Cazaux, Duffort, Sainte Dode, dans le département du Gers,
- à l'Agence Régionale de la Santé – Délégation Départementale des Hautes-Pyrénées,

- à la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations,
- au Service Interministériel de Défense et de protection civile,
- à l'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine,
- au Conseil Régional d'Occitanie,
- au Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées
- à la Préfecture du Gers,
- à la Direction Départementale des Territoires du Gers,
- Mme la Directrice de la SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE.

Fait à Tarbes, le **24 FEV. 2022**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale

Sibylle SAMOYAUT



## Annexe 1 : Plan des installations

